



CHAPITRE 178

Loi constituant en corporation la "Jewish Congregation of St. Laurent"

[Sanctionnée le 12 décembre 1957]

Préambule.

ATTENDU que Nathan Chad, marchand, Louis Arthur Simon, gérant d'affaires, Moe Guttman, administrateur, Lou Lehrer, marchand, Murray Fainer, administrateur, Saul Engel, comptable, Louis Small, marchand, Michael Richler, marchand, Saul Goldberg, marchand, Laurie Godine, vendeur, Allan Goodis, marchand, et Jack Hahn, ingénieur, tous de la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, ont, par leur pétition, représenté qu'ils professent la religion juive, et pour les fins du culte divin et selon les principes de la religion juive, il est à propos et dans leur intérêt qu'ils soient constitués en corporation, afin que la corporation à être ainsi formée puisse, en son propre nom, acquérir et posséder des propriétés, mobilières et immobilières, et faire tous actes qui pourront être nécessaires aux fins pour lesquelles elle est constituée; que les pétitionnaires sont tous membres et administrateurs et sont tous les officiers de la corporation aux fins similaires connue sous le nom de "Jewish Congregation of St. Laurent", constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, laquelle corporation a un actif, et dont les membres ont convenu et consenti à ce que leur actif et leur passif soient dévolus à la nouvelle corporation à être formée;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

CHAPTER 178

An Act to incorporate "Jewish Congregation of St. Laurent"

[Assented to, the 12th of December, 1957]

Preamble.

WHEREAS Nathan Chad, merchant, Louis Arthur Simon, business manager, Moe Guttman, executive, Lou Lehrer, merchant, Murray Fainer, executive, Saul Engel, accountant, Louis Small, merchant, Michael Richler, merchant, Saul Goldberg, merchant, Laurie Godine, salesman, Allan Goodis, merchant, and Jack Hahn, engineer, all of the city of Saint-Laurent, district of Montreal, have, by petition, represented that they profess Judaism, and for the purpose of divine worship according to the tenets of the Jewish religion, it is expedient and in their interests that they should be incorporated, in order that a corporation to be formed may, in its own name, acquire and possess property, moveable and immoveable, and do all acts that may be required for the purposes of its formation; that the petitioners are all members and directors and are all the officers of the corporation for similar purposes known under the name "Jewish Congregation of St. Laurent" constituted under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, which corporation has assets and the members of which have agreed and consented that its assets and liabilities shall be taken over by the new corporation to be formed:

Whereas it is expedient to grant their prayer:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Corporation constituée.

1. Les personnes susmentionnées: Nathan Chad, marchand, Louis Arthur Simon, gérant d'affaires, Moe Guttman, administrateur, Lou Lehrer, marchand, Murray Fainer, administrateur, Saul Engel, comptable, Louis Small, marchand, Michael Richler, marchand, Saul Goldberg, marchand, Laurie Godine, vendeur, Allan Goodis, marchand, et Jack Hahn, ingénieur, tous de la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, et toutes les autres personnes qui sont actuellement ou qui désormais peuvent devenir membres, sont par les présentes constitués en corporation sous le nom de "Jewish Congregation of St. Laurent", avec son bureau-chef en la cité de Saint-Laurent, district de Montréal.

Nom.

Acquisition et transport autorisés.

2. Ladite corporation est autorisée à acquérir de la corporation connue comme "Jewish Congregation of St. Laurent", constituée par lettres patentes en date du 18 février 1954, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, tout son actif et son passif, et cette dernière est autorisée à transporter tout son actif et son passif à la corporation constituée par la présente loi.

Propriétés, etc., transportées.

3. Toutes les propriétés, mobilières et immobilières, possédées actuellement ou détenues en fidéicommiss pour ladite congrégation par toutes personnes ou personnes seront et sont par les présentes transportées et dévolues à ladite congrégation, et ladite congrégation sera responsable de toutes dettes contractées par elle.

Pouvoirs corporatifs.

4. Ladite corporation pourra avoir, détenir et posséder, et aura le pouvoir d'acquérir par achat, don, testament ou autrement, et posséder des propriétés immobilières dans la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, qui pourront être requises pour une synagogue où lieu de culte ou pour une résidence pour le rabbin ou le ministre officiant, ou pour toute fin de la corporation, et partout dans le district de Montréal pour un cime-

Incorporation.

1. The above mentioned persons, Nathan Chad, merchant, Louis Arthur Simon, business manager, Moe Guttman, executive, Lou Lehrer, merchant, Murray Fainer, executive, Saul Engel, accountant, Louis Small, merchant, Michael Richler, merchant, Saul Goldberg, merchant, Laurie Godine, salesman, Allan Goodis, merchant, and Jack Hahn, engineer, all of the city of Saint-Laurent, district of Montreal, and all other persons who are now or may hereafter become members, are hereby constituted a body politic and corporate under the name "Jewish Congregation of St. Laurent", with its head office in the city of Saint-Laurent, district of Montreal.

Name.

Acquisition and transfer authorized.

2. The said corporation is authorized to acquire from the corporation known as "Jewish Congregation of St. Laurent", constituted by letters patent dated February 18th, 1954, under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, all its assets and liabilities, and the latter is authorized to transfer all its assets and liabilities to the corporation constituted by the present act.

Property, etc., transferred.

3. All the property, moveable and immoveable, now possessed or held in trust for the said congregation by any person or persons shall be and is hereby transferred to and vested in the said congregation, and the said congregation shall be responsible for all liabilities contracted by it.

Corporate powers.

4. The said corporation may have, hold and possess, and shall have power to acquire by purchase, gift, will or otherwise, and own immoveable property in the city of Saint-Laurent, district of Montreal, which may be required for a synagogue or place of worship or for a residence for the rabbi or officiating minister, or for any purpose of the corporation, and anywhere in the district of Montreal, for a cemetery or burial ground;

tière ou lieu de sépulture; et en tout temps vendre lesdites propriétés ou partie d'icelle, et acquérir d'autres propriétés immobilières en ses lieu et place; pourvu toutefois que l'usage dudit terrain pour un cimetière soit régi par les lois concernant les cimetières, et les dispositions de la Loi de l'hygiène publique de Québec; et pourvu en outre que les propriétés immobilières détenues par ladite corporation n'excèdent en valeur en aucun temps la somme de un million de dollars.

Cimetière. La corporation ne devra pas, cependant, établir un cimetière ou lieu de sépulture dans les limites d'une municipalité, sans avoir obtenu au préalable le consentement de ladite municipalité, exprimé par règlement, et sans s'être conformé à la Loi de l'hygiène publique de Québec.

**Règle-
ments.**

5. La corporation peut faire des règlements pour sa direction et sa gouverne et à modifier et abroger lesdits règlements, en tout ou toute partie, selon qu'elle le jugera à propos, pourvu toutefois qu'aucun de ces règlements ne soit incompatible avec la loi la constituant en corporation, ou avec les lois de la province de Québec.

Registres.

6. La corporation tiendra, soit en français, soit en anglais, suivant la loi des registres pour les actes de l'état civil.

Propriétés.

7. La corporation peut en tout temps vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles, et acquérir des propriétés immobilières en leur lieu et place; et ladite corporation aura le pouvoir, pour ses propres fins, de tirer, faire, accepter et endosser des lettres de change, billets à ordre, et autres effets négociables, sous les signatures de ses officiers ou autres, tel que le déterminera son bureau de direction.

**Dons ou
legs.**

8. Si la corporation reçoit, par don ou par legs, quelque immeuble en sus de la propriété immobilière qu'elle est autorisée à posséder en vertu de la présente loi, ledit don ou legs ne sera nul pour cela, mais la corporation devra, dans les trois années de la date de son entrée en possession paisible dudit don ou legs, vendre ledit immeuble, ou partie dudit immeuble ou quelque autre de ses immeubles, ou

and at any time sell the said property or any part thereof, and acquire other immoveable property in lieu of the same; provided always that the use of the said land for a cemetery shall be governed by the laws respecting cemeteries, and the provisions of the Quebec Public Health Act; and provided further that the value of the immoveable property held by the said corporation shall not exceed at any time the sum of one million dollars.

The corporation shall not, however, establish a cemetery or burial ground within the limits of a municipality without having first obtained the consent of the said municipality, expressed by by-law and having complied with the Quebec Public Health Act. **Cemetery.**

5. The corporation may make by-laws for the regulation and government of the corporation, and amend and repeal the whole or any part of such by-laws as may be expedient, provided always that none of such by-laws be inconsistent with the act incorporating the corporation, or with the laws of the Province of Quebec. **By-laws.**

6. The corporation may keep, either in the French or English language, according to law, registers for acts of civil status. **Registers.**

7. The corporation may at any time sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof, and acquire immoveable property in lieu thereof; and the said corporation shall have the power, for its own purposes, to draw, make, accept and endorse bills of exchange, promissory notes, and other negotiable instruments, under the signatures of its officers or others, as may be determined by its board of directors. **Property.**

8. In the event of the corporation receiving by gift or will any immoveable property in excess of that which it is hereby authorized to possess, the said gift or legacy shall not on that account be void; but the corporation shall, within three years from the date of its entering into peaceful possession of the gift or legacy, sell and dispose of the said immoveable property, or part of it, or some **Gifts or legacies.**

en disposer de manière que la valeur de sa propriété immobilière n'excède en aucun temps la somme de un million de dollars.

other of its immoveable property, in such manner that the value of the immoveable property of the corporation shall not exceed at any time the sum of one million dollars.

État
annuel.

9. La corporation devra transmettre annuellement au lieutenant-gouverneur en conseil, au cours du mois de janvier, et lorsqu'elle en sera requise, un état des biens qu'elle possède, et les noms de ses officiers, et une copie de ses règles et règlements et tout autre information qui peut être requise par le lieutenant-gouverneur en conseil.

9. The corporation shall transmit to the Lieutenant-Governor in Council, annually in the month of January, and whenever thereunto required, a statement of the property held by the corporation, and the names of its officers, and a copy of its rules and by-laws and any other information which may be required by the Lieutenant-Governor in Council.

Annual
state-
ment.

Entrée en
vigueur

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.